



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 6 avril 2016 — N° 158

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de l'AFÉAS de Cookshire.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Denise Filion, artiste-peintre amossoise primée à l'international.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Deux jeunes des Îles de l'équipe championne canadienne de hockey universitaire féminin.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner la participation de la municipalité de Saint-Isidore au concours national Kraft Hockeyville.*
- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Alex Boisvert-Lacroix.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *L'éducation ça compte, lance pour Jeanne-Mance.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Félicitations à l'équipe de l'Ultime 22369 de l'école secondaire Keranna.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Le Centre de ressources pour hommes Drummond.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Hommage à M. Roger Noël, Grand Estrien 2016 de la Chambre de commerce de Sherbrooke.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *40 ans pour l'Aqua-Neige de Val-d'Irène dans la Vallée de la Matapédia.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Conformément aux articles 275 et 276 du Règlement, poursuite du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de politique économique qui a mené à la stagnation de l'investissement privé, à l'absence de soulagement pour les familles et à l'abandon de la promesse de créer 250 000 emplois.

Le député de Granby :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir alourdi de 750 \$ en moyenne le fardeau fiscal de chaque citoyen québécois depuis le début de son mandat.

Le député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2016-2017 et ses surplus de deux milliards versés intégralement au Fonds des générations qui enferment le Québec dans une austérité permanente et qui empêchent de financer adéquatement les services publics, notamment ceux du réseau de la santé et des services sociaux.

Le député de Sanguinet :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour la politique d'austérité qui hypothèque la croissance économique québécoise.

Le député de La Peltrie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour ne pas avoir de plan sérieux afin de combler l'écart à résorber de 890 millions de dollars aux dépenses de programmes en 2017-2018.

Le député de Gaspé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de mesures concrètes répondant aux besoins des régions, notamment les régions ressources, dans son budget 2016-2017.

Le député de Rosemont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir déposé un budget qui s'inspire des pratiques du gouvernement conservateur de Stephen Harper rejeté massivement par les Québécoises et les Québécois lors des dernières élections générales fédérales.

Le député de Verchères :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral d'avoir abandonné une revendication officielle du Québec, qui est de rétablir immédiatement à 25 % la part fédérale du financement de la santé.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral d'avoir déposé un budget qui réduit les sommes allouées au logement social.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2016-2017 et son plan de soutien dans les secteurs clés de l'économie qui n'amorcent pas résolument une transition écologique de l'économie québécoise.

La députée de Joliette :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour les compressions de 5 millions de dollars imposées au Directeur des poursuites criminelles et pénales et pour la non attribution pour les fins prévues de la somme de 30 millions de dollars accumulée dans le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et dans le Fonds accès justice.

Le député de Berthier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour des coupes successives au budget de La Financière agricole.

La députée de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2016-2017 et son Plan pour la réussite en éducation et en enseignement supérieur qui ne comblent pas le sous-financement chronique du système d'éducation publique causé par les compressions budgétaires réalisées par ce même gouvernement et les gouvernements précédents.

Le député de Bourget :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de moyens financiers adéquats pour la francisation des Québécois d'adoption dans son budget 2016-2017.

Le député de René-Lévesque :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son immobilisme quant à l'aide et au soutien pour les entrepreneurs et entreprises qui veulent relever le Québec.

Le député de Richelieu :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour les maigres investissements consentis en soins et maintien à domicile.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 2) Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles qui, les 16 et 17 mars 2016, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le phénomène d'accaparement des terres agricoles. Le rapport contient des observations, des conclusions et 5 recommandations.

Rapport déposé le **23 mars 2016**

Reprise du débat ajourné au nom du député de Côte-du-Sud le **5 avril 2016**

En conformité avec les dispositions du deuxième alinéa de l'article 94 (R.A.N.), le délai pour la prise en considération du rapport ne court pas présentement.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 4) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 5) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**
- 6) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par le ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 8) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 9) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le **3 décembre 2015**
- 10) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 11) Projet de loi n° 75**
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **23 février 2016**
- 12) Projet de loi n° 79**
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 13) Projet de loi n° 81**
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 24 novembre 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 mars 2016**
- 14) Projet de loi n° 85**
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

15) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **4 décembre 2015**

16) Projet de loi n° 88
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **18 février 2016**

Étude détaillée en commission

17) Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

18) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 74
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 20)** Projet de loi n° 76
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 21)** Projet de loi n° 83
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016
Principe adopté le **15 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 22)** Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 23) Projet de loi n° 77
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le 18 février 2016
Rapport amendé de la Commission des relations avec les citoyens adopté le **5 avril 2016**
- 24) Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion 27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 26) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 27) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 28) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 37)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 38)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 39)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 42)** Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 43)** Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 44)** Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

- 45) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 48) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 49) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 50) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

Étude détaillée en commission

- 54)** Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 55)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 56)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 57)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 58)** Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 59) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 60) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 61) 16 février 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

- 62) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2017 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 17 mars 2016 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **22 mars 2016**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

63) 5 avril 2016

Motion du député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale donne le mandat au Vérificateur général du Québec d'analyser l'octroi d'un prêt de 11,2 millions de dollars d'Investissement Québec et d'une subvention de 8,5 millions de dollars du ministère du Développement économique à l'entreprise Premier Tech, annoncés par le premier ministre Jean Charest le 7 mai 2012;

QUE le Vérificateur général fasse tout en son pouvoir pour faire rapport à l'Assemblée d'ici le 1^{er} juin 2016.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 89

Loi visant à assurer une meilleure concordance entre les textes français et anglais du Code civil

Adopté le **5 avril 2016**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Livre vert intitulé « Orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale » (mandat confié le 8 mars 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 15 mars 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire (mandat confié le 11 février 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat réglementaire

- Poursuite du débat sur le discours du budget.

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 64**, Loi sur l'immatriculation des armes à feu (mandat confié le 10 mars 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

Interpellation :

- De la députée de Montarville à la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques sur le sujet suivant : *La nécessité de récupérer l'argent qui aurait pu être versé illégalement aux partis politiques entre 1996 et 2011 et de prolonger le délai de prescription prévu à la Loi électorale jusqu'en 1996*: (avis donné le 24 mars 2016).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

148) M. Lisée (Rosemont) – **11 février 2016**
À la ministre responsable du Travail

- Combien de demandes d'arbitrage ont été reçues au total, par mois, depuis 2012?
- Combien de demandes d'arbitrage reçues proviennent des RI-RTF, par mois, depuis 2012?
- Combien ont été entendues en arbitrage et quand?
- Quel est le délai moyen?
- La ministre est-elle satisfaite du délai?
- Que compte-t-elle faire pour réduire ce délai?
- Est-ce que la ministre a l'intention de nommer de nouveaux arbitres pour procéder plus rapidement aux auditions? Si oui, quel est son échéancier?
- Envisage-t-elle de fixer des délais pour que les auditions se tiennent obligatoirement à l'intérieur d'un nombre de jours raisonnable

- 149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [L]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

- 153) M. Turcotte (Saint-Jean) – **25 février 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 15 septembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion sur l'alphabétisation.

Quatre mois plus tard, le 12 janvier 2016, le député de Charlesbourg, alors ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, tenait publiquement des propos remettant en cause le financement accordé aux organismes d'alphabétisation, indiquant vouloir « évaluer les sommes qui sont à [sa] disposition [et voir] où il faut les placer pour faire la différence ».

Les 128 organismes d'alphabétisation, reconnus et financés par le ministère de l'Éducation, par le biais du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), ont fait état en mai 2015 de demandes financières de l'ordre de 22 052 551 \$, alors que leur financement total équivaut à 12 817 185 \$ pour l'année 2015-2016. Cela représente une différence de plus de 9,2 millions de dollars. Ils ont également renouvelé leur convention d'aide financière triennale respective au printemps dernier, indiquant le montant auquel chaque organisme a droit pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Enfin, en septembre 2013, dans un avis intitulé *Un engagement collectif pour maintenir et rehausser les compétences en littératie des adultes*, le Conseil supérieur de l'éducation recommandait à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de l'époque (recommandation 10, p. 142) :

[...] dans le cadre du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation, d'assurer à court terme la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation déjà accrédités et, à moyen terme, par une augmentation substantielle du budget affecté au programme, de voir au déploiement du réseau par l'accréditation de nouveaux groupes.

- Quelles sont les intentions du ministre au niveau du financement pour les prochaines années quant à la reconnaissance et au financement des 128 organismes d'alphabétisation financés par son ministère?
- Les conventions d'aide financière 2015-2018 de chaque organisme d'alphabétisation financé par le PACTE seront-elles respectées?
- Est-ce que le ministre de l'Éducation entend donner suite à la recommandation du Conseil supérieur de l'éducation concernant la consolidation financière du réseau des organismes d'action communautaire autonome en alphabétisation reconnus en vertu du PACTE, d'une part en indexant la subvention annuelle de chaque organisme, et, d'autre part, en injectant des sommes supplémentaires dans leur financement à la mission?

- 154) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **10 mars 2016**
Au président du Conseil du trésor

Dans le cadre des « lundis de Manon », une journée porte ouverte mensuelle où tous les citoyens et organisations de la circonscription sont invités à venir discuter de leurs préoccupations avec leur députée, la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques a rencontré Olivia Collette, membre impliquée du Groupe d'action citoyenne du Marché Voyageur, un regroupement de citoyens engagés qui aimerait convertir l'ancienne gare d'autocars à Montréal en un marché public intermodal. Ce marché public serait un carrefour alimentaire qui regrouperait sous un même toit de l'agriculture urbaine, de l'énergie solaire, des initiatives d'insertion sociale, des entreprises qui offrent des produits du terroir et qui favorisent l'économie locale.

Considérant que le projet de transfert des employés de Revenu Québec dans l'ancienne gare d'autocars aux angles des rues de Maisonneuve et Berri est sur la glace depuis 2013 et qu'aucune orientation claire quant à l'avenir de ce lieu n'a été annoncée depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, je demande au président du Conseil du trésor, qui est responsable de la Société québécoise des infrastructures, de répondre aux questions suivantes :

- 1) Puisque le projet des tours pour Revenu Québec est sur les tablettes et qu'aucun échéancier n'est prévu, qu'est-ce que la Société québécoise des infrastructures entend faire de l'îlot voyageur sud et de l'ancienne gare d'autocars abandonnée?
- 2) Est-ce que le gouvernement est prêt à considérer un modèle de développement immobilier bien ancré dans la communauté et mettant de l'avant les principes de développement durable pour l'îlot voyageur sud, au lieu d'un modèle à haute densité destiné aux promoteurs immobiliers privés?

155) M. Paradis (Lévis) – **10 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 28 avril 2015, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a souligné le travail important que font les préposés aux bénéficiaires dans le réseau de santé. Je l'ai questionné sur la possibilité de rencontrer la Fédération des préposés aux bénéficiaires du Québec qui travaille depuis longtemps pour mettre sur pied une corporation professionnelle à adhésion obligatoire afin de protéger le public et bien encadrer le travail des préposés. Le ministre a rencontré les représentants de la Fédération le jour même et s'est engagé à analyser la proposition de la Fédération.

Près de 75 000 préposés aux bénéficiaires travaillent dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles. Ils sont pratiquement les seuls professionnels du réseau de la santé qui donnent des soins et services directs aux patients et dont le travail n'est pas encadré par aucune norme. D'ailleurs, il s'agit d'une recommandation écrite noir sur blanc dans un rapport d'un coroner.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Où en sont les travaux du MSSS sur le projet d'une corporation professionnelle des préposés aux bénéficiaires et quand le ministre entend-il y donner suite?
- b) Y a-t-il des budgets prévus pour réaliser ce projet et si oui, peut-il nous en donner la ventilation?

156) M. Paradis (Lévis) – **15 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 23 février 2016, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déclaré qu'une circulaire sur les tarifs de stationnement dans les établissements du réseau de la santé est actuellement en révision et que de manière informelle, le réseau de la santé a été avisé d'adapter les choses à la situation des patients.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Quelles sont les directives déjà envoyées de manière informelle au réseau de la santé?
- b) Quels sont les nouveaux principes derrière la prochaine révision des tarifs de stationnement?

168) M. Roberge (Chambly) – **16 mars 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

La première semaine dite « de relâche » au Québec a eu lieu en 1979, à l'instigation du commissaire scolaire Fernand Paradis, qui avait calculé que le taux d'absentéisme était plus élevé à la fin février. S'inspirant du congé scolaire en France, il retrancha alors une semaine aux vacances de Noël pour les déplacer en mars. Au fil du temps, cette pratique a été reprise dans toutes les commissions scolaires du Québec.

Ce congé favorise non seulement le rapprochement familial entre les parents et les élèves, il permet aussi aux enseignants, au personnel de soutien ainsi qu'à tous les intervenants du milieu de l'éducation de se ressourcer avant d'entreprendre la dernière étape de l'année scolaire.

Il est également bénéfique pour plusieurs industries saisonnières telles que les centres de ski, les bases de plein air hivernales et autres commerces saisonniers, qui accueillent un plus grand nombre de visiteurs, ce qui favorise l'économie québécoise et, par le fait même, les emplois dans les régions.

Or, à la suite d'un conflit entre le syndicat des enseignants et la commission scolaire des Hautes-Rivières, la semaine de relâche a été retranchée du calendrier scolaire 2015-2016 de cette commission scolaire. Cette décision a eu des impacts indésirables et malheureux, notamment une hausse marquée du taux d'absentéisme au cours de cette semaine.

Le ministre a-t-il été informé de cette situation fâcheuse et qu'entend-il faire pour remédier à la situation? A-t-il évalué la possibilité de modifier la Loi sur l'instruction publique pour rendre cette semaine obligatoire dans le calendrier scolaire de toutes les commissions scolaires?

169) M. Turcotte (Saint-Jean) – **17 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 18 août dernier, l'annulation des travaux d'agrandissement aux laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu a créé de la confusion et de l'incompréhension chez mes concitoyens. Depuis cette décision, je vous ai personnellement sensibilisé à ce sujet; j'ai déposé une question écrite au feuillet de l'Assemblée nationale, le 15 septembre 2015; je suis intervenu lors de la période de questions et de réponses orales, le 12 novembre 2015; et j'ai déposé la pétition Situation des laboratoires de l'Hôpital du Haut-Richelieu et projet Optilab, signée par près de 4000 personnes, le 10 février dernier. Force est de constater qu'aucune de mes interventions ni de mes questions de même qu'aucune des actions de ma communauté n'ont eu de réponse satisfaisante. Prenant acte de votre dernière réponse au sujet de cette pétition et malgré le fait que je ne partage pas votre opinion sur le transfert d'une bonne partie de notre laboratoire à l'Hôpital Charles-Le Moyne, j'aimerais savoir :

- Comment procéderez-vous pour appliquer les recommandations prévues par l'étude de faisabilité réalisée par votre ministère?
- Avons-nous l'assurance que la qualité des soins va s'améliorer?
- Est-ce qu'actuellement, comme il est prévu dans le projet du ministère, le laboratoire de l'Hôpital Charles-Le Moyne a la capacité d'absorber à lui seul 70 % des échantillons de l'Hôpital du Haut-Richelieu et les trois quarts des échantillons présentement analysés par les laboratoires de tous les autres hôpitaux de la Montérégie?
- Pourquoi ne pas partager les tâches du futur centre serveur Optilab entre l'Hôpital Charles-Le Moyne et l'Hôpital du Haut-Richelieu, étant donné que les deux hôpitaux font désormais partie du même CISSS?
- Quelle sera la vocation des locaux laissés vacants (soit plus de 85 % de la superficie aménagée) à l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- Quels sont les coûts associés à l'annulation du projet d'agrandissement des laboratoires, si l'on tient compte des sommes investies pour les études, les plans, les travaux, la déconstruction, les pénalités, etc.?
- Quelles seront les sommes à investir pour créer l'interface informatique nécessaire à la réalisation du projet Optilab?
- Comment va s'organiser le transport des spécimens vers les laboratoires de l'Hôpital Charles-Le Moyne, et quels seront les coûts liés au transport?

170) Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) – **24 mars 2016**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

J'ai récemment rencontré les représentants de l'Association québécoise du propane, qui m'ont fait part d'une importante problématique pour eux concernant les subventions accordées depuis plusieurs années à Gaz Métropolitain pour l'extension de leurs réseaux de gaz naturel.

L'expansion du réseau de gaz naturel, bénéficiant d'une aide gouvernementale considérable, a été importante au cours des dernières années et a engendré des conséquences parfois négatives sur les activités des producteurs et distributeurs de propane.

Le ministre peut-il s'engager à déposer la liste et les détails des critères sur lesquels il s'est basé pour donner le feu vert aux projets d'extension de réseau dans la région de Bellechasse (prolongement pour desservir les municipalités de Pintendre/Saint-Romuald, Saint-Henri, Saint-Anselme et Sainte-Claire) et dans la région de Chaudière-Appalaches (réseau reliant Vallée-Jonction et Thetford Mines)?

J'aimerais également savoir si le ministre a déjà rencontré l'Association québécoise du propane concernant le projet d'extension de réseau dans la région d'Asbestos et si ce n'est pas le cas, prévoit-il les rencontrer bientôt?

Peut-il m'indiquer quels sont les gestes que son gouvernement a posés depuis que l'Association québécoise du propane est entrée en communication avec lui, dès 2010? Peut-il détailler les mesures mises en œuvre depuis son arrivée au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, en avril 2014, pour répondre aux craintes formulées par les propaniers et pour assurer une certaine équité entre les différents intervenants énergétiques?

Enfin, j'aimerais savoir si le ministre ou son ministère ont commandé ou produit des études comparatives concernant l'alimentation au propane et l'alimentation en gaz naturel. Si oui, peut-il déposer ces études?

- 171) M. Paradis (Lévis) – **24 mars 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 23 février 2016, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a déclaré que la directive sur les tarifs de stationnement dans les établissements du réseau de la santé est actuellement en révision.

Le 22 mars 2016, lors de l'étude des crédits provisoires, le ministre a affirmé qu'une nouvelle directive serait envoyée aux établissements en avril prochain.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il indiquer quels sont les nouveaux principes derrière la prochaine révision des tarifs de stationnement?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 5 avril 2016

Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS